



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2904
29 mars 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Dettes de l'État: elle enrichit les capitalistes, à eux de la payer!



Au voleur!
Attal fait
les poches
des chômeurs

Page 3

Russie
L'attentat
de Moscou
et ses suites

Page 8

Sénégal
Un nouveau
président,
et après?

Page 16

Leur société

- Dette publique: l'État providence... pour les capitalistes **3**
- Chômeurs: Attal veut leur faire les poches **3**
- PCF et LFI: le souverainisme sert le patronat **5**
- CETA: pile ils gagnent, face on perd **5**
- Bardella: candidat à gouverner pour les capitalistes **6**
- Terrorisme: l'impérialisme et ses élèves **6**
- «Place nette XXL»: le spectacle avant tout **7**
- Macron et Darmanin en représentation **7**
- La Provence - Marseille: la Une qui n'a pas plu à Macron **7**
- Guadeloupe: la lutte des petits planteurs de canne **11**
- Guyane: Macron «complètement à l'Est» **11**
- Éducation: bien des raisons de faire grève le 2 avril **12**
- Droits sociaux: en chute libre **12**
- Maltraitance des personnes vulnérables: les paroles creuses du gouvernement **12**

Dans le monde

- Russie: l'attentat et comment le pouvoir s'en sert **8**
- Gaza: l'ONU parle, Israël bombarde **9**
- Maroc: mobilisation contre la privatisation de l'eau **9**
- Sénégal: un nouveau président, et après? **16**

Européennes

- Une liste communiste révolutionnaire internationaliste **4**
- Éric Pecqueur, candidat **4**

Il y a 40 ans

- 1984-1985: la longue grève des mineurs britanniques **10**

Dans les entreprises

- CHRU de Tours **13**
- Journaux officiels, travailleurs du Livre **13**
- Newrest - restauration ferroviaire **13**
- Auchan: débrayages et manifestations **14**
- Renault **14**
- Teleperformance **15**
- Roissy: débrayages dans la restauration **15**

Agenda

- Les fêtes régionales **3**
- La fête de Lutte ouvrière à Presles **16**

Des milliards pour les capitalistes et leurs guerres, l'austérité pour les travailleurs

Mercredi 20 mars, Macron a convoqué en toute urgence tous ses ministres et principaux dirigeants de sa majorité pour discuter autour d'un plateau de fruits de mer, dans les salons de l'Élysée, de la nécessité de diminuer la dépense publique.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement mène un véritable matraquage sur ce thème. «*Les dépenses publiques se sont emballées*», nous explique-t-on. Mais ce ne sont pas les travailleurs qui ont profité de la générosité de l'État!

Tous ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre, ceux qui ont été privés de leur emploi ou qui doivent enchaîner les contrats précaires, les retraités qui touchent une pension de misère après une vie de travail, tous ceux-là ont vu leurs conditions de vie s'aggraver ces dernières années.

Ceux qui ont vidé les caisses de l'État, ce sont les grandes entreprises, elles qui ont empoché sous toutes les formes possibles des aides et subventions qui se montent chaque année au minimum à 200 milliards d'euros. Les travailleurs n'ont pas à payer pour un déficit et pour des dettes qui ont été faites au profit des capitalistes!

Mais quand les politiciens au service de la bourgeoisie déclarent que «*l'État doit cesser d'être une pompe à fric*», comme vient de le faire le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ce n'est pas pour diminuer les cadeaux versés au grand patronat et aux plus riches. Le gouvernement vient de décréter une baisse du budget de 10 milliards pour cette année, et il a annoncé que 20 milliards supplémentaires devront être économisés en 2025. On sait ce que signifient ces «*économies*»: ce seront de nouvelles attaques contre les classes populaires!

Ce sont les travailleurs, les chômeurs et même les malades qui vont être frappés. Quand le ministre de la Santé évoque la modification du dispositif de prise en charge des affections de longue durée et les conditions de remboursement des transports sanitaires, il se prépare à réduire l'accès aux soins de millions de personnes, avec des conséquences parfois dramatiques.

Alors que des mobilisations d'enseignants et de parents dénoncent le manque de moyens de

l'école publique, la situation dans les établissements scolaires va encore se dégrader! Et il en sera de même dans les hôpitaux et dans les Ehpad, où la situation est déjà catastrophique, pour le logement et pour tous les services les plus essentiels à la population.

Au moment où les faillites d'entreprises repartent en flèche, les chômeurs sont menacés à nouveau d'être privés d'une partie de leurs ressources, par la baisse des allocations ou la diminution de la durée d'indemnisation. Le gouvernement se prépare à lancer une offensive de grande ampleur qui va faire reculer les conditions de vie de l'ensemble du monde du travail.

Alors que des millions de personnes ont de plus en plus de mal à vivre correctement, la classe capitaliste, elle, continue de s'enrichir comme jamais. Les entreprises du CAC 40, les plus puissantes du pays, viennent d'annoncer plus de 150 milliards de bénéfices en 2023, record battu pour la troisième année consécutive. Pour le monde des actionnaires, de leurs PDG grassement payés, comme celui de Stellantis, Carlos Tavares, qui touche 100000 euros par jour, l'heure n'est pas à l'austérité. Cette montagne de profits, les capitalistes l'obtiennent en aggravant l'exploitation, en tirant les salaires vers le bas, et grâce aux milliards d'argent public.

Le gouvernement prétend qu'il n'y a plus d'argent pour payer des ambulanciers, pour rembourser des soins médicaux, mais il trouve des milliards pour la guerre. Macron se vante d'avoir doublé le budget militaire depuis son arrivée au pouvoir et demande aux industriels de passer à une économie de guerre.

Autrement dit, demain, on aura des canons, des missiles, des Rafale, mais pas de médecins ni de lits dans les hôpitaux! Des privations, l'aggravation de la crise et la multiplication des guerres, voilà l'avenir que nous promettent les dirigeants du monde capitaliste!

Pour s'y opposer, les travailleurs disposent d'armes puissantes: ils font tourner toute la société, ils ont la force de la diriger et de lui offrir un autre avenir que le capitalisme, avec ses crises et ses guerres.

Nathalie Arthaud



Dette publique : l'État providence... pour les capitalistes

D'après les chiffres publiés par l'Insee mardi 26 mars, le déficit public a atteint en 2023 154 milliards d'euros, soit 5,5 % du PIB, bien plus que ce que prévoyait le gouvernement. La dette publique, elle, atteint le montant astronomique de 3 101,2 milliards d'euros, soit 110,6 % du PIB.



Contrairement aux commentaires des serviteurs de la bourgeoisie, les travailleurs n'ont en aucun cas été bénéficiaires de la dilapidation d'argent public ou du « quoi qu'il en coûte » : leur niveau de vie n'a fait que chuter. La hausse de l'endettement public est l'expression du parasitisme croissant de la bourgeoisie qui dévore les deniers de

l'État tandis que l'économie stagne et que les équipements publics sont sacrifiés.

Bien avant le Covid et la crise sanitaire, la constante de tous les gouvernements, de gauche comme de droite, a été de multiplier les cadeaux et subventions diverses au patronat. Ainsi, dès 2019, d'après une étude commandée par l'IRES, Institut de recherches

économiques et sociales, le montant des aides publiques aux entreprises atteignait déjà 200 milliards d'euros par an, le double du budget de l'Éducation nationale, et il représentait en fait près du tiers du budget de l'État.

Avec la crise sanitaire puis la flambée des prix de l'énergie, l'État a déversé des dizaines de milliards d'euros supplémentaires à la bourgeoisie. Ainsi, selon la Cour des comptes, le bouclier énergétique, d'un coût de 36 milliards d'euros d'argent public, a protégé non les consommateurs mais les trusts de l'énergie, qui se sont répartis 30 milliards de surprofits dans les deux dernières années.

Alors même que le déficit public explosait, les gouvernements ont continué à supprimer au rythme prévu les impôts qui taxent les profits. L'impôt sur les sociétés est passé de 33 à 25 % en 2022 pour un coût annuel de 11,1 milliards d'euros pour l'État. Les impôts de production ont été réduits du même montant, au plus grand bonheur des actionnaires. Et absolument tout est prétexte à la transfusion d'argent public vers les grands trusts, comme « la transition énergétique », le « rattrapage du retard industriel », etc.

L'addition est présentée aux classes populaires, en les dépouillant de leurs maigres droits en matière de chômage, de retraite, de santé et d'éducation.

Christian Bernac

Chômeurs : Attal veut leur faire les poches

Le Premier ministre devait exposer, le 27 mars, au cours d'un goûter avec ses ministres d'abord, au 20 heures de TF1 ensuite, ses nouveaux projets d'économies aux dépens des chômeurs.

Avant même que le détail en soit connu, les orientations de Le Maire et Attal ont largement été évoquées, et annoncent la poursuite des attaques contre les travailleurs sans emploi, en les amplifiant encore. Après les réformes de 2019 et de 2023, qui ont appauvri les plus précaires, Macron et ses ministres considèrent froidement qu'il y a encore des économies à faire en les appauvrissant de nouveau !

La dernière attaque, celle de 2023, pas encore appliquée, a consisté à priver les chômeurs en fin de droits de l'ASS, l'allocation spécifique de solidarité, pour la remplacer par le RSA, ce qui n'est pas équivalent. Non seulement l'ASS est compatible avec d'autres allocations comme l'aide au logement, mais elle ouvre des droits à la retraite, en trimestres et en points, ainsi qu'à la retraite complémentaire. Ce n'est pas le cas du RSA. Cette réforme conduira à un appauvrissement délibéré et programmé de ces travailleurs âgés, dans l'incapacité de retrouver un emploi, et qui se trouveront, une fois à la retraite, à toucher au mieux le minimum vieillesse, ce qui signifie la misère jusqu'à la fin de leurs jours.

Les pistes évoquées aujourd'hui sont du même ordre : réduire la durée d'indemnisation, en particulier

celle des chômeurs de plus de 55 ans qui seraient, à en croire Le Maire, injustement favorisés par rapport à leurs collègues plus jeunes, et réduire le montant de l'allocation d'une façon ou d'une autre. Ainsi 800 000 chômeurs de plus de 50 ans pourraient être touchés. Cinq millions d'autres chômeurs, de leur côté, sont déjà ponctionnés lourdement depuis que le gouvernement a instauré une durée d'indemnisation variable en fonction du taux de chômage.

Les prétextes invoqués à Matignon et à Bercy ne manquent pas : la dette publique, la menace sur la notation de la France, le plan de rigueur à rebondissement... L'approche des élections aiguise de surcroît les motivations de Macron et de sa bande, qui cherchent à rivaliser avec l'extrême droite et les LR, en s'attaquant aux travailleurs les plus fragiles, en entretenant les préjugés les plus éculés sur les chômeurs qui seraient des assistés et autres bêtises à relents anti-ouvriers. Pourtant, le but réel de ces manœuvres est toujours dans la même optique invariante : pressurer la classe travailleuse, active, sans emploi ou retraitée, pour gonfler les coffres du grand patronat et de la finance.

Viviane Lafont

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Saint-Nazaire

Samedi 6 avril
de 16 heures à minuit

Alvéole 12 de la base
sous-marine, 9, bd
de la Légion-d'Honneur

À 18 heures, débat avec
Nathalie Arthaud

Limoges

Samedi 6 avril
à partir de 15 heures

Maison
du Temps libre
de Landouge

À 17 heures, débat avec
Jean-Pierre Mercier

Angers

Samedi 13 avril
à partir de 15 heures

Salle Aragon
1, rue Joseph Bara,
à Trélazé

À 18 heures, débat avec
Nathalie Arthaud

Mulhouse

Dimanche 14 avril
à partir de 11 h 30

Complexe sportif
Chemin de Brunstatt,
à Rixheim

À 15 h 30, débat avec
Jean-Pierre Mercier





La liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs : communiste, révolutionnaire et internationaliste

Ouvriers sur les chaînes de production, des entrepôts et des chantiers, employés dans le commerce, dans des bureaux, travailleurs de la santé de l'éducation ou des transports, nous avons tous les mêmes intérêts, quelle que soit notre origine, couleur de peau ou nationalité.

Nous devons faire face à la rapacité patronale, aux attaques contre les salaires, les emplois, la retraite, le logement...

Nous devons non seulement nous battre pour défendre nos conditions d'existence, mais aussi pour renverser la dictature de la classe capitaliste qui détient les principaux groupes industriels, commerciaux et financiers et a ainsi les moyens d'imposer ses diktats au gouvernement et à

toute la société.

Cette minorité de parasites irresponsables se soucie exclusivement d'accumuler toujours plus de profits. Tant pis pour la planète et ses ressources! Tant pis pour la crise climatique! Et tant pis aussi si la guerre économique entre ces capitalistes finit par entraîner tous les peuples dans une généralisation des affrontements qui ensanglantent déjà l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'Afrique et bien d'autres régions du monde.

Ce n'est pas l'Union européenne qui s'opposera à cette évolution catastrophique car elle a été bâtie par et pour les capitalistes. Leur but était de construire un marché commun sur lequel ils continueraient d'être en concurrence, et

qui leur permettrait d'affronter la concurrence des États-Unis ou de la Chine. Tout cela s'est fait, bien sûr, sur la base de l'exploitation des travailleurs, ce qui fait de l'UE une machine de guerre contre nos conditions d'existence.

Mais, disaient-ils, l'Union européenne allait assurer la paix en Europe. Cela n'a jamais été vrai, et on voit ce qu'il en est aujourd'hui alors que l'UE se met en ordre de bataille pour mener la guerre contre la Russie! Exactement comme nous n'avons rien à attendre de l'État français et du gouvernement, dévoués à la grande bourgeoisie et à son système, le monde du travail n'a que des coups à attendre de cette institution capitaliste. Le fond du

problème est que le capitalisme, système de plus en plus fou, conduit l'humanité à la catastrophe, il doit être renversé!

Profitons de ces élections pour affirmer le plus nombreux possible que les travailleurs, qui font tourner toute la société, ont la force et la capacité de la diriger! Ceux qui n'ont aucun privilège à défendre dans cette société sont la seule force capable de la réorganiser sur des bases collectives en fonction de l'intérêt général.

Il faut dénoncer le piège tendu par les démagogues qui utilisent les immigrés comme boucs émissaires, et qui ciblent aussi l'Europe pour prôner le repli national et cacher les véritables responsables: la grande bourgeoisie qui dirige et domine

la société au travers de l'exploitation des hommes et de la planète.

À l'Europe capitaliste, nous opposerons la perspective de l'Europe des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe. Face au nationalisme, nous défendrons l'internationalisme ouvrier. Face aux drapeaux français et européen des capitalistes, nous brandirons le drapeau rouge, celui des travailleurs.

Ces élections, pas plus que les autres, ne permettront aux travailleurs de changer leur sort. Mais elles sont une occasion de s'exprimer, de dénoncer la faillite du capitalisme et de défendre un autre avenir. Soyons-le plus nombreux possible à le faire avec la liste Lutte ouvrière!

Meeting

de la liste Lutte ouvrière –
le camp des travailleurs

avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**



Vendredi 26 avril, à 20 heures

**Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e**

Métro Maubert Mutualité.

Entrée gratuite.

Éric Pecqueur, ouvrier de l'automobile (Nord)

Candidat sur la liste Lutte ouvrière, j'ai 57 ans et cela fait vingt-quatre ans que je suis embauché comme ouvrier chez Toyota près de Valenciennes. J'y suis aussi responsable syndical.

Mes deux grands-pères étaient mineurs dans le Nord, et ma grand-mère maternelle avait émigré de Pologne en 1919 pour fuir la misère. Tous ont connu les deux guerres mondiales. Mon aïeule a échappé aux expulsions de Polonais par le gouvernement français dans les années 1930. Mais, face à l'avancée des armées de Hitler, comme des centaines de milliers d'autres, elle a fui avec mon grand-père sur les routes en mai 1940, ma mère encore bébé dans leurs bras.

J'ai grandi dans cette famille ouvrière et communiste, où souvent lors des

repas on parlait de tout ça, ainsi que des grandes grèves des mineurs, mais aussi de la sale guerre d'Algérie, où mon père a failli être tué plusieurs fois en trente mois de mobilisation. C'est cela, la réalité du capitalisme!

Aujourd'hui, la crise économique, le réarmement des États, la guerre en Ukraine, le massacre de la population de Gaza, la montée des régimes autoritaires en Europe, la récente loi immigration en France, cela ressemble beaucoup à ce qu'ont vécu mes grands-parents.

Le capitalisme est en train de plonger la planète dans la barbarie et il faut



que le monde du travail retrouve la conscience que l'avenir de l'humanité dépend de lui, de sa force collective, de notre capacité à nous, les travailleurs, de diriger toute la société!

Oui, pour échapper à la barbarie, la classe ouvrière doit renverser le capitalisme et bâtir une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation, du chômage, de la pauvreté, des frontières et des guerres.

PCF et LFI : le souverainisme sert le patronat

Les élections européennes sont une occasion pour le PCF et LFI d'allier un pacifisme de façade quand il s'agit de la guerre en Ukraine et une opposition à l'entrée de ce pays dans l'Union européenne (UE).

Invité sur France 2 le 19 mars, Léon Deffontaines, tête de liste du PCF lors de ces élections, a entonné une démagogie bien nationaliste en présentant l'élargissement de l'UE à l'Ukraine ou à la Moldavie comme une éventualité catastrophique. Il a osé dire, en sortant théâtralement un billet de cinquante euros, soit le salaire minimum moldave, qu'un tel élargissement tirerait les salaires des travailleurs français automatiquement vers le bas. Mais qui met systématiquement les travailleurs en concurrence entre les pays ou même à l'intérieur d'un pays, si ce n'est le patronat? Montrer l'UE du doigt ne sert qu'à camoufler sa responsabilité.

Le PCF ainsi d'ailleurs

que LFI mettent en opposition les travailleurs de France et ceux des pays de l'Est. Mélenchon en 2016 avait déjà servi cette soupe réactionnaire en reprochant aux travailleurs détachés d'Europe de l'Est de « voler leur pain aux travailleurs qui se trouvent sur place ». Comme si les seuls qui volent les ouvriers n'étaient pas les patrons, qui font tout pour tirer les salaires vers le bas afin de réaliser leurs profits!

Dans l'Union européenne ce sont les capitalistes des pays les plus puissants, l'Allemagne et la France en premier lieu, qui imposent leur loi, installent ou détruisent des usines indépendamment des frontières et indépendamment de l'UE,

même s'ils profitent de son cadre. Renault a construit des usines aussi bien en France qu'en Roumanie et au Maroc, en y pratiquant des salaires extrêmement bas. Aucune frontière ne protège les travailleurs. Car la cause unique de leurs malheurs est l'exploitation capitaliste par le patronat qu'il soit français ou autre.

Les idées souverainistes ne servent qu'à faire oublier l'existence de l'exploitation et à dresser les travailleurs les uns contre les autres, en en présentant certains comme des menaces pour les autres et en fournissant de l'engrais au terreau sur lequel croît l'extrême droite. Il est au contraire plus que jamais nécessaire de montrer aux travailleurs que leurs ennemis, ce sont les capitalistes, à commencer par ceux qui les exploitent directement, dans leurs



propres pays.

Ceux qui agitent ces idées mentent aussi aux travailleurs quand ils se présentent en défenseurs de la paix. Quand Manuel Bompard présente ainsi la liste LFI, il se garde bien de rappeler que les députés Insoumis ont systématiquement voté depuis 2022 pour les envois d'aide militaire à l'Ukraine.

De son côté, un autre député LFI, François Ruffin cherche même à se démarquer du pacifisme claironné de ses collègues en affirmant un souverainisme guerrier. Dans

une interview au journal *Le Monde* du 16 mars, il a déclaré: « Kiev n'a pas besoin de grandes déclarations mais de munitions » et revendiqué « une industrie de guerre », au nom de la dissuasion armée. Qui profitera de cette industrie de guerre, si ce n'est les actionnaires de Dassault et Thales? Et qui en subira les conséquences économiques, meurtrières, sinon les classes populaires? Ruffin montre ainsi de façon claire et funeste les implications de son souverainisme, fût-il estampillé de gauche.

Thomas Baumer

CETA : pile ils gagnent, face on perd



Élevage de bœufs au Canada.

Jeudi 21 mars, les sénateurs ont refusé de ratifier le traité de libre-échange général entre le Canada et l'Union européenne, CETA selon l'acronyme anglais.

On a trouvé d'un côté les défenseurs du traité, c'est-à-dire les soutiens du gouvernement, prêts à affirmer qu'il favorise les bonnes affaires, le progrès économique. De l'autre, ses détracteurs ont dénoncé la ruine de la petite agriculture et la remise en cause des droits sociaux, en affirmant que l'ultime rempart pour les travailleurs serait

constitué par les frontières nationales, dont le PCF qui a qualifié le rejet de « coup de tonnerre ». Il est bien plus probable qu'il s'agisse d'un pétard mouillé.

Cette pièce se joue à la signature de chaque traité, et il s'en signe en permanence pour favoriser des affaires qui ne peuvent être qu'internationales. L'absurdité de la discussion et

du vote actuels vient de ce que le CETA s'applique déjà, dans ses grandes lignes, depuis 2017. On n'a pourtant pas connu depuis lors d'explosion des échanges UE-Canada et surtout pas l'avalanche de viande de bœuf qui serait, paraît-il, à craindre. En 2023 le Canada en a exporté 1 400 tonnes vers une Europe qui en consomme 5 millions de tonnes par an! En revanche ses exportations de lithium, d'uranium et de pétrole de

schiste ont plus que doublé, des matières premières qui n'intéressent ni ne concurrencent le petit paysan ou la coopérative fromagère mais sont en revanche essentielles à la grande industrie. L'interruption partielle des échanges avec la Russie rend d'ailleurs ces importations d'autant plus nécessaires pour les capitalistes européens.

Les groupes industriels intéressés à l'accord et les États qui les représentent n'ont donc pas attendu que les Parlements des différents pays ratifient le traité. Ils l'ont appliqué immédiatement et ont retardé autant qu'ils le pouvaient les différents votes car, dans tous les pays, des partis d'opposition font profession de dénoncer les traités de libre-échange. Pour ceux qui, comme LR ou le PS, passent régulièrement aux affaires, c'est grotesque: le CETA a été négocié sous Hollande et nombre d'autres du même genre l'ont été sous Sarkozy, pour ne pas remonter plus loin.

L'extrême droite, le PCF, LFI et les écologistes qui ont voté contre le traité disent ainsi vouloir défendre le

petit agriculteur et la nourriture saine produite près de chez nous. Mais on peut parier que ces partis, s'ils parviennent au pouvoir, s'aligneront sur les besoins du grand patronat et sacrifieront, comme le fait Macron, autant de petits agriculteurs qu'il faudra pour sauvegarder les intérêts du grand capital.

Alors, faut-il être pour la signature du CETA ou s'y opposer? Faut-il faire confiance au libre-échange ou considérer les frontières comme une protection? Ce débat est un leurre. Les travailleurs des différents pays ne sauveront leurs conditions de vie que s'ils contraignent les capitalistes à en payer le prix en prenant sur les profits tirés de l'exploitation, que ce soit dans le contexte du libre-échange ou à l'abri des frontières. On peut en dire autant des petits paysans écrasés par la pression du grand capital. Aucune frontière, aucun traité entre capitalistes et aucun débat parlementaire qui le rejeterait ne sauvera ceux qui doivent vivre de leur travail.

Paul Galois

Bardella : candidat à gouverner pour les capitalistes

Tête de liste RN aux Européennes, Jordan Bardella, a tenu son deuxième meeting de campagne à Montbéliard. D'après la presse, le public comptait 2 000 personnes souvent jeunes, venues de toute la région et même de Moselle et d'Alsace.

À quelques centaines de mètres du berceau de Peugeot, devenu PSA et aujourd'hui Stellantis, Bardella a exalté «*la France du travail*»... sans dire un mot contre la famille Peugeot et le groupe Stellantis, alors que l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard est passée en quelques dizaines d'années de 40 000 à 5 000 travailleurs du fait des suppressions d'emplois et de la

sous-traitance.

Riches à milliards, les Peugeot, comme tout le grand patronat, sont responsables des suppressions d'emplois, du chômage, de la précarité, des cadences de fous que les travailleurs subissent. Mais Bardella et le RN s'en prennent aux immigrés pour masquer cette réalité-là. «*On paye, on paye pour qui? Pour ceux qui ne travaillent pas, pour les*

migrants» a déclaré Bardella à son meeting. En même temps, les énormes profits que vient d'annoncer le groupe Stellantis – dont les Peugeot sont actionnaires – ont représenté 18,6 milliards d'euros, soit le salaire annuel de 465 000 salariés, payés 2 000 euros cotisations sociales incluses. Les grosses sociétés du CAC 40 ont vu leurs profits exploser. Voilà en fait pour qui «*on paye*»: là sont ceux qui font payer et exploitent les travailleurs et toutes les classes populaires.

Le RN veut arriver au pouvoir, autrement dit gérer

la société pour le compte de ses vrais maîtres, les Peugeot, les Dassault, les Bolloré et autres grandes familles bourgeoises. Pour masquer les vrais responsables de l'exploitation et du délabrement de la société capitaliste, il désigne des boucs émissaires, l'Europe ou les immigrés. Si des gens comme Le Pen ou Bardella arrivaient au pouvoir, comme tous les autres politiciens, les Ciotti, Le Maire et Macron, ils gouverneraient dans l'intérêt du grand patronat et de la finance.

Voilà donc les nouveaux bonimenteurs politiciens,

après Mitterrand qui voulait «*changer la vie*», Hollande qui disait «*mon ennemi c'est la finance*», et Sarkozy qui parlait de «*moraliser le capitalisme*». Mentir et amuser la galerie pendant que la grande bourgeoisie pille la société, c'est tout un métier.

Au pouvoir, Bardella-Le Pen prendraient la suite, en divisant encore davantage les travailleurs en fonction de leur origine. Il faut plus que jamais se souvenir des paroles de l'Internationale: «*Il n'y a pas de sauveur suprême, travailleurs sauvez-vous nous-mêmes.*»

Étienne Hourdin

Terrorisme : l'impérialisme et ses élèves

Les échos de l'attentat terroriste de Moscou, de ses 137 victimes, des blessés et des destructions ont été perçus dans le monde entier. C'était le but recherché par ses auteurs, l'attentat ayant été revendiqué par une branche de l'organisation de l'État Islamique (Daech) de façon assez crédible pour que l'ensemble des commentateurs lui attribuent ce crime.

Le gouvernement français a été particulièrement prolix à ce propos. D'une part ses représentants ont multiplié les déclarations sur une menace qualifiée de «*réelle*» par Attal et «*en augmentation*» par les services policiers. D'autre part le ministre de l'Intérieur Darmanin a affirmé «*qu'on n'avait jamais déjoué autant d'attentats en France*», ce qui est invérifiable et peut ressortir de la pure vantardise, si ce n'est du marketing politique. Mais, bien sûr, les Jeux Olympiques de Paris pourraient être une cible de choix pour des terroristes, car Coca Cola, Nike et Heineken ne sont pas les seuls en quête de publicité mondiale.

La surenchère de la droite et de l'extrême droite a été au rendez-vous, Ciotti, le leader de LR, n'hésitant pas à qualifier le terrorisme islamiste de «*principale menace qui pèse sur notre avenir*». On a évidemment entendu les diatribes habituelles contre les musulmans et l'immigration, comme après chaque attentat et comme, en fait, à toute occasion. Mais personne, dans le monde politique et les médias, n'a rappelé d'où viennent ces terroristes, de quelles guerres ils sont nés,

qui les a financés, armés, éduqués et dans quel but.

Cette mouvance politique est née à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée russe et de la guerre qui a suivi de 1979 à 1989. Les services américains ont alors armé et entraîné les groupes islamistes qui combattaient les troupes russes. Il s'agissait, d'après le gouvernement américain, de «*saigner les Soviétiques*». Des chefs islamistes, pas moins réactionnaires ni moins terroristes que ceux d'aujourd'hui, étaient alors qualifiés de combattants de la liberté. C'est de leurs rangs que sont sortis Ben Laden, l'organisateur de l'attentat de New York du 11 septembre 2001, et les chefs talibans qui ont pris le pouvoir en Afghanistan et y font régner la terreur.

Les services américains et leurs alliés, éventuellement relayés par l'Arabie saoudite ou le Qatar, ont répété ce même genre d'opérations à de multiples reprises. Le Hamas, par exemple, qu'Israël prétend éradiquer aujourd'hui par sa guerre de terreur, avait été au départ favorisé par ses services pour faire pièce au Fatah, l'organisation nationaliste palestinienne



Les débris du Crocus City Hall, près de Moscou, samedi 23 mars.

laïque. L'organisation de l'État islamique elle-même a été utilisée, c'est-à-dire financée et armée, par le Qatar et la France ainsi que la Turquie pour combattre le pouvoir de Bachar al-Assad en Syrie, à partir de 2011. Puis, devant le développement incontrôlé de leur créature qui prenait pied dans toute la région, les armées occidentales sont intervenues, y compris en frappant la population civile, pour tenter de l'anéantir.

Dans leur lutte pour la domination, pour le maintien de l'exploitation des travailleurs de tous les pays dans les pires conditions, pour continuer leurs

pillages séculaires, les pays impérialistes, propulsent, soutiennent et imposent des dictatures féroces. Ils encouragent pour cela les pires préjugés et s'appuient sur les tueurs en grand et en petit. Les groupes terroristes islamistes étaient au départ quelques-uns des chiens de guerre de cette meute. Le fait qu'ils se soient retournés contre leur commanditaire occidental n'est pas original. D'autres l'ont fait avant eux.

La situation actuelle, et tout d'abord l'horreur sans nom que subissent bien des peuples du fait de l'impérialisme, fait que ces groupes peuvent toujours trouver de nouveaux

combattants y compris pour agir dans les métropoles occidentales. L'attentat de Moscou comme celui du Bataclan, celui du World Trade Center ou ceux qui ensanglantent régulièrement bien des pays musulmans sans qu'on en parle dans les pays occidentaux sont des crimes horribles. Quoiqu'en disent les politiciens réactionnaires, la pire menace pour l'avenir n'est pas cependant ce terrorisme islamiste aussi meurtrier soit-il, mais la survie du système impérialiste qui l'engendre et qui est capable de bien d'autres massacres et de bien d'autres destructions.

Paul Galois

“Place nette XXL” : le spectacle avant tout

L'opération “place nette XXL” inaugurée le 19 mars à Marseille par Macron lui-même, s'est poursuivie les 25 et 26 mars dans plusieurs villes, dont Roubaix avec le ministre de l'Intérieur Darmanin en vedette.

Il s'agirait, grâce à l'intervention simultanée de centaines de policiers, de faire place nette du commerce de stupéfiants dans les quartiers où il se pratique au vu de tous. Mais les habitants de ces quartiers, c'est-à-dire avant tout des familles de travailleurs, savent pertinemment, pour l'avoir déjà vécu, que ces opérations policières n'ont aucune efficacité. Le lendemain, les dealers ou ceux qui les remplacent sont à leur poste.

Même certains policiers spécialisés dans la lutte contre les trafiquants ont fait des confidences aux journalistes et doutent de l'efficacité de la méthode. « Place nette » a certes permis de saisir quelques dizaines de kilos de stupéfiants et quelques centaines de milliers d'euros, en déployant des centaines de policiers durant quelques heures. Mais, disent ces policiers, en une seule opération dans un port ou chez un grossiste repéré par une longue et discrète enquête, des tonnes

de drogue peuvent être saisies, pour des valeurs se chiffrant en millions d'euros. Mais c'est évidemment moins spectaculaire, on ne voit ni Macron ni Darmanin sur la photo, les journaux télévisés ne peuvent pas montrer de policiers en escadrille fondant sur les quartiers maudits.

« Place nette » ressemble donc à une opération publicitaire préélectorale destinée à faire mousser le président et son ministre. La lutte contre le trafic et la pourriture qu'il engendre dans les quartiers populaires où se détaille la drogue et dans les ports par où elle passe attend donc. La vie des habitants de ces quartiers est d'ailleurs le cadet des soucis des gouvernants, tout au plus sont-ils intéressés par



Marseille, le 19 mars.

leur vote, et encore.

Quant à se battre pour un monde que des centaines de millions d'êtres humains n'auraient pas à fuir dans la drogue, l'alcool

ou les médicaments, ce n'est pas du ressort des Macron et Darmanin. Eux, ils défendent celui où ils sont, aussi pourri soit-il.

Paul Galois

Marseille : Macron et Darmanin en représentation

Mardi 19 mars, Darmanin a visité Airbus Helicopters à Marignane. Des chefs de l'entreprise et de la sous-traitance étaient passés la veille dans les bureaux et ateliers pour demander à tout le monde d'aller assister au discours du ministre.

Il fallait, paraît-il, « montrer du monde », et en particulier... des femmes. En revanche, les sous-traitants avaient interdiction d'afficher un signe de leur entreprise. Les chefs ont donc prêté en priorité des vestes à l'insigne Airbus

aux femmes sous-traitantes : ce qui est d'habitude interdit était ce jour-là la consigne. Mais le vrai motif de la venue de Darmanin était une commande massive d'hélicoptères H160 destinée à sa police, commande qui semble garantir l'emploi pour la période à venir. Ajouté à la pause dans le travail, cela promettait à Darmanin un succès facile.

Après Airbus, le ministre de l'Intérieur, cette fois flanqué de Macron, est aussi allé visiter la cité de la Castellane à Marseille,

très pauvre et minée par le trafic de drogue, accompagné d'un grand renfort de policiers et de gendarmes. Cela a été l'occasion de nombreuses déclarations et promesses de lutte contre les trafics et les trafiquants. Ce sont des discours qui ne coûtent pas cher, et font partie de la campagne électorale. De là à faire fonctionner les services publics, réparer les ascenseurs et procurer du travail aux uns et aux autres, il y a loin.

Après le départ de Darmanin et Macron, en début

de nuit, un hélicoptère a tourné longuement au-dessus de la cité de la Castellane, et a recommencé le lendemain. Ce ne peut évidemment pas être efficace contre le trafic de drogue. D'ailleurs, dès le départ des policiers, les dealers étaient de retour et en informaient leurs clients par textos. Tout au plus était-ce une démonstration de force pour impressionner la population du quartier : un avant-goût de ce à quoi serviront les appareils Airbus.

Correspondant LO

La Provence : la Une qui n'a pas plu à Macron !

Durant trois jours, du 23 au 25 mars, le quotidien régional *La Provence* n'est pas paru, les journalistes ayant très majoritairement voté une grève illimitée suite à la suspension du directeur de la rédaction par la direction du journal, propriété du groupe CMA-CGM.

À l'origine de la colère des journalistes, se trouvait la mise en cause de la Une du journal du 21 mars, qui titrait deux jours après l'opération politique de Macron dans la cité marseillaise de La Castellane : « Il est parti, et nous, on est toujours là... » La direction a prétendu que cette Une pouvait passer pour un « hommage » aux dealers, alors que la phrase complète dans un article du jour était clairement attribuée à un habitant de la cité et finissait par « ...on est toujours là, dans la même galère » !

Le désaveu de la rédaction par la direction du journal était le fait du prince. Alerté par des élus macronnistes locaux, Macron n'a eu qu'à manifester son mécontentement auprès de son ami l'armateur milliardaire Rodolphe Saadé, à la tête du groupe CMA-CGM et propriétaire de *La Provence* depuis 2022. La direction s'est alors inclinée, avec excuses et sanction.

Indignés de cette ingérence, les journalistes ont décidé la grève illimitée. À un rassemblement, une pancarte affichait : « Nos infos, c'est pas du travail d'a(r)

mateur ». La grève n'aura duré que trois jours, le directeur de la rédaction suspendu ayant été réintégré au bout de deux. Elle tombait effectivement mal pour Saadé, alors qu'il s'efforce de montrer patte blanche pour racheter BFM et RMC, après avoir acquis M6 et le journal *La Tribune* en 2023 !

Après avoir assis sa domination sur le transport maritime, l'affairiste se bâtit un empire dans les médias. Il peut ainsi renvoyer l'ascenseur à ses amis, tant il est vrai que l'essor de son groupe multinational doit beaucoup aux relations politiques entretenues au sommet de l'État, de Chirac à Macron. Son journal se devait donc de relayer la communication présidentielle, plutôt que de rendre compte du mécontentement des habitants devant ce défilé.



« Toute cette mascarade de communication me dégoûte », déclarait l'un d'entre eux.

Cette Une de *La Provence* n'était qu'un reflet de ce que vivent les habitants et les jeunes des cités. Lorsque la lumière du show médiatique et sécuritaire s'éteint, il reste

la galère quotidienne, avec l'appauvrissement dû au chômage, les transports en berne, les écoles délabrées, et le trafic de drogue qui prospère sur le désespoir d'une fraction de la jeunesse : tout ce qu'il ne faut pas dire !

Correspondant LO

Russie : l'attentat et comment le pouvoir s'en sert

Le régime russe a décrété le 24 mars journée de deuil national, après la fusillade survenue deux jours plus tôt dans une salle de concert à la périphérie de Moscou. Son bilan, provisoire, était alors déjà de 137 morts et d'une centaine de blessés.

Il s'agit de l'attentat le plus sanglant en Russie depuis vingt ans, quand des séparatistes tchéchènes avaient pris en otages des enfants d'une école à Beslan, dans le Caucase. L'assaut de la police s'était soldé par 330 morts et 720 blessés. Ce carnage s'inscrivait dans les plans d'un régime dont Poutine avait pris la tête quatre ans auparavant : forcer l'opinion à soutenir un pouvoir dont la poigne de fer se présentait comme garante de l'ordre.

Depuis, le contexte a changé, mais pas la façon qu'a le régime de manipuler les faits et l'opinion. Peu après l'attentat du 22 mars, Poutine est intervenu à la télévision en se félicitant de l'arrestation de quatre suspects dans une forêt proche de l'Ukraine, affirmant que celle-ci s'appropriait à leur donner refuge. Après quoi, la machine de propagande du Kremlin s'est mise en branle. Elle a martelé partout et sur tous les tons que l'attentat, organisé par l'Ukraine, avait les États-Unis pour instigateurs. Et cela, bien que les terroristes arrêtés soient tadjiks et qu'une branche de Daech ait revendiqué l'opération.

Bien malin qui peut trancher entre les dénégations des uns, les accusations des autres ou les aveux arrachés sous la torture, sans que l'on puisse même exclure que le Kremlin ait trempé d'une façon ou d'une autre dans cet attentat : ce ne serait pas la première fois qu'il instrumentaliserait un tel bain de sang.

Déchaînement sécuritaire

En tout cas, dans la foulée de Poutine, ses soutiens se sont déchaînés, dont des députés et l'ex-président Medvedev, pour réclamer la fin du moratoire sur la peine de mort. Décidé en 1996, quand la Russie d'Eltsine voulait se rendre respectable aux yeux de l'Occident, ce moratoire n'a jamais empêché que le pouvoir fasse exécuter des opposants. Il y a peu, Navalny l'a rappelé malgré lui. Et les vidéos des tortures infligées à un des terroristes ou les images des massacres opérés par la police lors de précédentes prises d'otages, sans oublier les récits de soldats revenus d'Ukraine, disent assez ce que vaut la vie pour le Kremlin et ses chiens de garde.



Devant la salle de concert le 24 mars.

En hurlant à la mort, alors que la majorité de la population a été bouleversée par l'attentat, c'est aussi à elle que s'adressent les hommes de Poutine. C'est à toute la population qu'ils entendent montrer qu'ils ne reculeront devant rien pour défendre leur ordre, et les intérêts de la foule de bureaucrates et d'oligarques que le régime représente. Il s'agit de justifier par la situation le fait que le pouvoir resserre encore son emprise sur toute la société. Mais d'autre part, il s'agit de mettre en garde tous ceux qui, dans les couches laborieuses, voudraient s'opposer aux mesures drastiques sur le plan social que le pouvoir prépare, et bien sûr à une nouvelle mobilisation. Et, dans cette perspective, le régime a trouvé avec cet attentat un moyen de diviser les rangs de la classe ouvrière, alors qu'il va lui porter de nouvelles attaques.

Les migrants, montrés du doigt

Dès l'annonce faite que les terroristes avaient une origine tadjike, les autorités ont lancé la police sur les quartiers où résident des travailleurs venus de l'Asie centrale ex-soviétique. Prétextant que la branche du Khorasan (Asie centrale) de Daech a revendiqué l'attentat, les autorités ont présenté tous ces « migrants » comme des islamistes en puissance. La police a l'habitude de les rançonner quand ils n'ont pas de papiers en règle et, depuis des mois, elle effectue des rafles parmi eux en leur faisant le chantage « ou vous vous engagez dans l'armée russe, ou on vous expulse ». Elle sait donc avoir carte blanche pour pratiquer les pires exactions. Et cette ambiance n'a pu qu'encourager les auteurs d'agressions xénophobes qui se sont multipliées un peu partout. Dans de grandes villes comme Ekaterinbourg, capitale politique et économique de l'Oural, les employeurs des centres commerciaux ont été informés de devoir fournir à la police les coordonnées des « étrangers » qu'ils emploient. Comme effet immédiat, ils en ont renvoyé la plupart.

Ces migrants, qui il y a trente-trois ans avaient la même citoyenneté soviétique que les Russes, n'ont rien à voir avec le terrorisme de Daech : ils sont venus travailler en Russie pour échapper à la misère qui règne dans leur région d'origine et le Kremlin le sait bien. Mais il veut créer une psychose collective afin de souder derrière lui la population russe, tout en précarisant encore plus toute la partie déjà la plus exploitée du prolétariat.

Les médias et les politiciens du régime se répandent donc en propos du genre « Les

Russes sont une seule famille », « Une famille dans la peine doit rester soudée ». C'est un mensonge car les oligarques, les bureaucrates dont le régime sert les intérêts appartiennent à une famille qui n'est pas celle des travailleurs ! Les bureaucrates ont pillé la Russie, les oligarques ont détruit le système soviétique pour s'en accaparer les richesses. Leur pouvoir a laissé partir à la dérive les plus pauvres des ex-républiques soviétiques – et le Tadjikistan est la plus appauvrie d'entre elles. Il a laissé les dirigeants locaux se transformer en potentats rapaces, sanguinaires, ouvrant des mosquées et fermant des écoles, des usines. Les populations de ces régions n'ont que le choix entre tenter de survivre dans une misère sans fond ou partir en Russie, et y devenir des travailleurs parias. Aux jeunes que ce choix révolte ou qu'il jette dans le désespoir, la mouvance islamiste offre des armes pour tuer, un moyen de survivre avant d'être tués à leur tour, et sans évidemment que cela offre la moindre issue à l'impasse infernale dans laquelle ils sont enfermés.

Quoi qu'en dise la propagande xénophobe du Kremlin, les travailleurs russes ont toutes les raisons de se sentir plus proches de leurs frères de classe venus de « l'étranger proche » que de leurs propres oppresseurs et exploités, même s'ils ont comme eux un même passeport intérieur russe. L'État de Poutine, des bureaucrates et des oligarques, n'est pas le leur, il est leur pire ennemi. Et face à lui, les travailleurs ont tout intérêt à s'unir, par-delà leurs origines, pour défendre leurs intérêts, pour aller vers une société sans guerre ni oppression, ni misère, car ils l'auront débarrassée de cette classe d'exploiteurs.

Pierre Laffitte



Arrestation d'immigrés tadjiks en banlieue de Moscou, en octobre 2023.

Gaza : l'ONU parle, Israël bombarde

Lundi 25 mars, une résolution pour un cessez-le-feu à Gaza a été adoptée par l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle exige un « *cessez-le-feu immédiat pour le mois du ramadan* », devant mener à « *un cessez-le-feu durable* », « *la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* » et la levée de tous les obstacles à l'aide humanitaire.

L'abstention des États-Unis a permis l'adoption de ce texte. C'est l'aboutissement de tractations diplomatiques et de l'inflexion de la pression américaine vis-à-vis d'Israël. Le 22 mars, les États-Unis, qui avaient opposé leur veto aux trois précédents appels à un cessez-le-feu présentés devant le Conseil de sécurité de l'ONU, ont proposé une résolution plaidant « la nécessité » d'un cessez-le-feu sans le réclamer explicitement. Jugeant ce texte hypocrite, la Chine et la Russie avaient à leur tour opposé leur veto. Puis, le 25 mars, les États-Unis ont fini par s'abstenir lors du vote, permettant ainsi l'adoption du cinquième

projet de résolution. Mais dans le même temps, leur ambassadrice à l'ONU a souligné qu'elle était non-contraignante pour Israël et que « *le cessez-le-feu ne pourra commencer qu'une fois le dernier otage rendu* ».

En fait, le mardi 26 mars, les opérations militaires israéliennes se poursuivaient, faisant 70 morts à Gaza, dont 13 victimes dans des raids aériens contre Rafah, à la frontière égyptienne.

Au même moment, le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, était reçu par divers responsables du gouvernement américain, du Pentagone et de la CIA et, comme l'a rappelé le porte-parole du

Conseil de sécurité nationale des USA, John Kirby, les livraisons d'armes américaines vont se poursuivre quoi qu'il arrive. Cinq mois après le début de la guerre à Gaza, les États-Unis veulent faire pression sur Netanyahu, le Premier ministre israélien, sans pour autant retirer leur soutien à un État qui est le fidèle gendarme de l'ordre impérialiste.

Netanyahu, lui, se montre décidé à ne tenir aucun compte de cette résolution de l'ONU et continue de faire planer la menace d'une opération terrestre d'ampleur contre Rafah, où 1,5 million de Palestiniens tentent de survivre. Bezalel Smotrich, ministre des Finances et ténor de l'extrême droite israélienne, vient d'annoncer l'annexion de 800 hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie, la plus importante depuis 1993. Cette annonce a été faite alors que le



Après un raid aérien en Cisjordanie, le 21 mars.

secrétaire d'État américain, Blinken, se trouvait à Jérusalem pour plaider la conclusion d'un cessez-le-feu. Parallèlement à la guerre à Gaza, malgré les déclarations américaines, dont Netanyahu et l'extrême droite ne tiennent pas compte, les expéditions de terreur, les meurtres et les spoliations de terres se sont multipliés ces derniers mois contre la population palestinienne de Cisjordanie.

Les 2,4 millions de Gazaouis risquent donc d'être soumis encore longtemps aux bombardements, aux

opérations terrestres, au manque d'électricité, d'eau, de médicaments et de nourriture. Des tractations plus ou moins secrètes continueront de se dérouler entre les États de la région et les États-Unis, car ceux-ci voudraient paraître un peu moins complices d'Israël afin de pouvoir proposer un semblant de solution politique. Mais, quel que soit le résultat, il n'est de toute façon pas question pour les dirigeants américains d'obliger ceux d'Israël à reconnaître les droits des Palestiniens.

Marlène Stanis

Maroc : mobilisation contre la privatisation de l'eau



Manifestation des habitants de Figuig.

Depuis le mois de novembre 2023, les habitants de la ville de Figuig, oasis du sud-est du Maroc, proche de la frontière algérienne, protestent massivement contre la décision du conseil municipal de confier la gestion de l'eau et de l'électricité de la ville à une société anonyme, le groupe Al-Sharq Distribution.

Les habitants craignent à terme une augmentation du prix de l'eau potable et veulent que la gestion de l'eau reste en régie communale. Le projet répond à une réforme de 2021 qui, sous couvert de régionalisation des compétences de la gestion de l'eau, de l'assainissement des liquides et de l'électricité, prévoit des « sociétés régionales multi-services » (SMR). Elle est menée par le ministère de l'Intérieur qui a les

communes sous sa tutelle. Ces sociétés anonymes intégrant des établissements publics et des collectivités territoriales permettront surtout une ouverture au secteur privé. C'est un marché qui s'ouvre pour les Suez et Veolia, très présents sur le marché de l'eau au Maroc, et autres compagnies d'assurance et fonds d'investissement marocains ou européens.

En novembre, le conseil communal de Figuig avait

refusé le projet mais, vite rappelé à l'ordre par le préfet de la région, il l'a finalement adopté. Les habitants, eux, ont immédiatement réagi. Des manifestations se sont succédées, marches ou sit-in à Figuig même et sur la capitale régionale, Oujda, à 400 km. Elles animent ce « Mouvement pour l'eau », quotidiennement, rythmées par de nombreux slogans comme : « *L'eau de Figuig n'est pas à vendre* », « *Ce que l'on veut, on l'aura !* »

Les femmes constituent le gros des manifestants, conscientes que cette réforme s'attaque à des familles minées par la pauvreté, qu'accentue la cherté de la vie. Dans les villes où la distribution de l'eau et de l'électricité a été concédée à des entreprises privées comme Lydec, filiale de Suez, et Amendis, filiale de Veolia, les classes populaires voient d'année en année le prix des factures augmenter.

En février, la colère est montée d'un cran quand deux figures de la protestation ont été arrêtées : Mohamed Brahimi et Halima Zaid ont été condamnés respectivement à huit mois de prison ferme et six mois avec sursis

et plusieurs centaines d'euros d'amendes à eux deux. Ils sont accusés d'outrage à agent public, incitation aux délits et crimes sans effet et participation à un rassemblement non autorisé.

Les manifestants sont déterminés à ne pas céder malgré la répression et à faire abandonner le projet en ne comptant avec raison que sur leur propre mobilisation.

Louisa Gueris

Lisez
Lutte de classe,
revue de l'Union
communiste
internationaliste



Au sommaire du numéro 238 (mars 2024) :

- **Travailleurs des champs et travailleurs des villes, sous le joug du capital**
- **Quand Lactalis et les capitalistes font leur beurre sur le dos des paysans et des consommateurs**
- **Holdings agricoles en Ukraine : l'alliance des oligarques et des financiers occidentaux**
- **Gaza : un peuple massacré avec le soutien des puissances impérialistes**
- **Le fleuve Colorado : un désert aride transformé en une source de profits**
- **Une correspondance entre Lutte ouvrière et le NPA issu du V^e congrès**

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Mars 1984-1985 : la longue grève des mineurs britanniques

Commencée en mars 1984, la grève des mineurs britanniques allait durer une année entière, jusqu'à leur défaite en mars 1985. Ce combat perdu par un des bataillons les plus combattifs de la classe ouvrière de Grande-Bretagne marqua durablement celle-ci.

La grève, commencée dans le sud du Yorkshire et aussitôt nourrie par l'annonce d'un nouveau plan de 20 000 licenciements, s'étendit vite au reste de la Grande-Bretagne grâce à l'action de dizaines de « piquets (de grève) volants ». Par leur dynamisme et leur résolution, ils entraînent en deux semaines 150 000 mineurs. La direction de la Fédération nationale des mineurs, le NUM, et son président Arthur Scargill, qui n'avaient pas cherché à lancer une grève nationale, étaient conscients que le bras de fer serait difficile car le NCB, le National Coal Board, la direction des charbonnages, avait accumulé des stocks de charbon en vue d'un affrontement. Mais, devant le fait accompli, ils en assumèrent la direction. La politique proposée par le NUM aux mineurs, dont il avait la confiance, était d'allure radicale mais recouvrait un corporatisme qui menait à l'impasse.

Le NUM donna pour objectif à la grève de « sauver les puits », par le biais du

blocage total de la production de charbon. L'énergie formidable des mineurs fut ainsi canalisée vers deux buts difficiles à atteindre, consistant à empêcher toute sortie de charbon transformé de la gigantesque cokerie d'Orgreave et à paralyser la production dans le Nottinghamshire. Cette dernière région était la seule où les grévistes étaient minoritaires mais, au lieu de chercher à convaincre les non-grévistes, le NUM invita au contraire les piquets à leur faire barrage en les traitant de « jaunes ». Sur ces deux fronts, les batailles rangées avec les policiers furent violentes mais finalement vaines.

Le patronat à l'offensive

Le patronat britannique était alors à l'offensive sur tous les plans, procédant à des réductions d'effectifs, au blocage des salaires et à l'accélération des cadences, et la Première ministre Margaret Thatcher réprima sans pitié ceux qu'elle

nommait « l'ennemi intérieur ». Au cours de la grève, il y eut 11 000 arrestations, soit presque un gréviste sur dix, des milliers de blessés, des centaines de licenciements disciplinaires, et les avoies du NUM furent mis sous séquestre. Il fallait décourager toute résistance ouvrière, et les médias jouèrent leur rôle de chiens de garde dans cette guerre de classe. Dockers et cheminots furent cependant nombreux à refuser de transporter du charbon « jaune ». Et la solidarité, notamment financière, avec les mineurs s'exprima de bout en bout dans les classes populaires.

Après l'été de 1984, malgré les coups et la fatigue, les trois quarts des mineurs étaient encore en grève. Misant sur leur découragement, Thatcher passa du bâton à la carotte, proposant des primes à ceux qui reprendraient le travail. À l'approche de Noël, le nombre de volontaires augmenta, car même les plus motivés se sentaient de plus en plus

isolés. Début mars 1985, constatant que le blocage de la production avait échoué, le NUM puis un congrès de délégués des puits décidèrent la reprise du travail. Les mines, nationalisées depuis 1947, allaient fermer les unes après les autres. En 1994 leur privatisation ne fut plus qu'une péripétie dans la catastrophe sociale que subissaient des dizaines de communautés minières.

Une énergie formidable, gâchée par le corporatisme

Scargill, pour expliquer la défaite, accusa les autres syndicats d'avoir « manqué de solidarité » vis-à-vis de la grève des mineurs. Mais en réalité il avait toujours respecté les plates-bandes des autres bureaucrates, et n'avait à aucun moment cherché à entraîner d'autres catégories de travailleurs dans l'action, comme il aurait pu le faire en appelant les mineurs à s'adresser aux électriciens, aux métallurgistes et à d'autres par-dessus la tête de leurs dirigeants syndicaux. Pendant la grève, le NUM avait certes appelé le Parti travailliste et le TUC, organe qui regroupe la plupart des syndicats britanniques, à la solidarité. Mais les uns et les autres n'avaient offert aux mineurs que des phrases et n'avaient à aucun moment cherché à étendre la grève aux autres catégories.

Une autre politique que celle du NUM aurait-elle été possible ? Les mineurs bénéficiaient d'un appui moral très large dans les milieux populaires, à un moment où l'étau se resserrait sur tous les salariés, du public comme du privé. Les mineurs et leurs familles, au premier rang desquelles les femmes, forçaient le respect par leurs capacités

d'organisation. Et ils auraient pu être les fers de lance d'une riposte ouvrière générale, si leurs piquets s'étaient déployés à la porte des grandes entreprises et sur les places publiques, et avaient invité les salariés de l'acier, du transport, des services municipaux, etc., à les rejoindre avec leurs propres revendications. Les mineurs pouvaient se battre derrière un autre étendard que celui du sauvetage du charbon britannique, dont la bourgeoisie voulait cesser l'exploitation. Se battre pour que celle-ci paye tous les frais d'une reconversion aurait signifié devenir les militants d'une véritable grève politique qui soit celle de tous les exploités. Mais le corporatisme du NUM – et de l'ensemble des appareils syndicaux – les priva de cette possibilité, tout en cantonnant les autres travailleurs au rôle de spectateurs ou de supporters.

Au cours de la seule année 1984, il y eut plus de journées de grève qu'au cours des trois décennies suivantes. Cela dit l'importance qu'eut la grève des mineurs, mais aussi combien elle fut ressentie comme une défaite par tous les travailleurs britanniques. Récemment, ceux-ci ont relevé la tête face aux attaques patronales et gouvernementales au cours de la vague de grèves de 2022-2023. Si celle-ci n'a permis d'arracher aucune concession significative, c'est aussi parce que les mobilisations dans la santé, le transport, l'éducation, etc., ont été maintenues dans des voies étroitement corporatistes et isolées les unes des autres par les bureaucraties syndicales. Transmettre ces leçons, comme celles de la grève 1984-1985, est vital.

Thierry Hervé



Piquet de grève massif, à Bilston Glen.

JOHN STURROCK/STILL THE ENEMY WITHIN



Les femmes des mineurs en grève : « Du charbon, pas des primes ».

Guadeloupe : la lutte des petits planteurs de canne

Depuis début mars, le bras de fer entre les usiniers, les planteurs et les opérateurs de coupe se poursuit en Guadeloupe.

Les petits planteurs demandaient que le prix de la canne à sucre passe de 109 à 160 euros. Mais cela n'a pas entamé l'intransigeance des patrons de la principale sucrerie, l'usine Gardel à Moule.

Le mouvement est animé par un collectif de planteurs rejoint par quatre syndicats d'agriculteurs. Ils se heurtent à la direction des usines de transformation du sucre, l'usine Gardel en Guadeloupe et la SRMG de Marie-Galante. Ils se heurtent aussi à L'Iguacanne, l'association qui regroupe une partie des partenaires de Guadeloupe et Marie-Galante. Les planteurs ont commencé par bloquer la coupe et la livraison de la canne à l'usine Gardel, pour imposer à sa direction une renégociation des prix. Celle-ci a choisi de placer ses

salariés en chômage partiel. Les planteurs ne peuvent vendre qu'aux distilleries qui n'absorbent qu'une petite partie de la canne.

Des négociations ayant repris entre le directeur de l'usine Gardel, les petits planteurs et le préfet, vendredi 22 mars le collectif des petits planteurs insatisfait des propositions ne s'est pas rendu à la rencontre.

La plupart des organisations syndicales, ainsi que des organisations comme le LKP et Combat ouvrier ont appelé à un meeting de soutien mardi 26 mars devant la mairie du Moule. Ils dénoncent, entre autres, la répression judiciaire contre les planteurs et écrivent : « *Aujourd'hui ce sont les planteurs, demain ce sera les travailleurs.* »

Comme une partie des agriculteurs d'Europe, les



JEAN-MARIE MAVOUNZY

Le Kollectif de planteurs face au patron de Gardel.

planteurs n'arrivent pas à vivre de leur travail. Selon leur témoignage, une fois leur canne vendue, ils remboursent à peine les crédits contractés pour payer ce qui est nécessaire à la culture. Ils subissent la concurrence du fait de l'augmentation de la production de canne dans le monde et de la baisse de leurs exportations vers l'Europe. Malgré une nouvelle subvention de 447 euros par tonne livrée à l'usine Gardel ou à la SRMG, des agriculteurs sont à la limite de la faillite. Leur nombre est déjà passé de 5 000 en 2015 à

1 600 aujourd'hui.

Les usiniers ont pour actionnaires les industriels du sucre bien connus, Tereos, Cristal Union, entre autres. Ces derniers interviennent dans plusieurs pays et ne dépendent pas du sucre de Guadeloupe, bien qu'ils profitent des subventions étatiques pour rentabiliser leur production. Ils disposent d'une grande marge de manœuvre et voudraient l'utiliser pour faire plier les planteurs, au détriment aussi des salariés qui, de leur côté, perdent une partie de leur salaire.

Inès Rabah

Guyane : Macron "complètement à l'Est"

En route pour un sommet au Brésil, Macron s'est arrêté en Guyane lundi 25 mars. À son programme, figuraient surtout des séances photo au cœur de la forêt amazonienne ou sur la base spatiale de Kourou et des promesses aux politiciens locaux.

Si les élus guyanais de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) attendent peut-être quelque chose des promesses de Macron sur un futur statut d'autonomie, pour la grande majorité de la population, le président est « complètement à l'Est » comme le titrait le journal *France Guyane* et vient « *baratiner avec des baratins* » comme l'en a accusé un habitant de Cayenne.

Inspiré par sa visite à un village reculé de l'Amazonie, Macron s'est écrié « *Je pense que c'est très important de redire, aux confins de la République, qu'il n'y a pas de doubles standards. On les défend ici, comme partout ailleurs.* » Les Guyanais savent à quel point c'est faux!

Le département est l'un des plus pauvres : le taux de chômage y est deux fois plus élevé qu'en Métropole et le taux de pauvreté presque quatre fois plus élevé. Les

salaires sont bas alors que les prix des produits alimentaires, dont une partie sont importés, flambent. Les fonctionnaires bénéficient d'une sur-rémunération de vie chère d'environ 40 %, mais la majorité des salariés ne touchent rien de tel. Quant à la retraite, de nombreux travailleurs étaient déjà obligés, avant la réforme inique de Macron, de travailler jusqu'à 67 ans pour espérer partir avec

une pension complète.

Dans les services publics, le sous-investissement de l'État est criant. Dans l'éducation on manque d'enseignants, mais aussi de salles de classe. Encore plus qu'ailleurs, les promesses d'Attal et de son « choc des savoirs » prêtent à sourire. Dans l'Ouest, à Saint-Laurent-du-Maroni, cinq collègues sur six sont en sureffectif, rendant les conditions de travail difficiles. Au Lycée Tarcy à Saint-Laurent, les élèves de première n'auront pas de cours d'histoire-géographie cette année, par manque de professeur dans la discipline. Dans les hôpitaux aussi on manque de

médecins et d'infirmiers : l'hôpital ne peut fonctionner que grâce à la réserve sanitaire, constituée de volontaires venus de Métropole pour pallier la pénurie dans les services.

La dégradation se ressent dans toute la société avec l'augmentation de la violence et de l'insécurité. La jeunesse, sans réelle perspective d'avenir et à la recherche de moyens pour vivre, se tourne vers la délinquance, ce dont profitent les trafiquants de drogue, qui utilisent les jeunes comme « mules ».

Macron a beau se vanter des moyens mis en œuvre pour lutter contre l'orpaillage illégal, la situation désespérée des travailleurs légaux ou illégaux contraints à y travailler, et les pollutions au mercure subies par la population ne sont pas près de s'arrêter en l'absence d'autres perspectives. Ce n'est de toute façon pas le problème de Macron, plus intéressé par les milliards de profits que pourrait rapporter l'exploitation d'Ariane 6.

Correspondant LO



GUYANE TERRE

Manifestation contre le manque de moyens dans les écoles de Guyane.

Sil rouge

Rôle de décomposition

Après avoir joué les chefs de guerre contre Poutine et le chef des flics contre les dealers à Marseille, Macron se prend pour Rocky en posant, dans une photo officielle, en sueur et boxant un sac, muscles saillants et gants aux poings.

Mais c'est dans le rôle de larbin des patrons qu'il est le meilleur, à croire qu'il vise un Oscar.

École : des inégalités tenaces

La mairie de droite de Puteaux, dans les Hauts-de-Seine, était très fière d'être parmi les premières communes à imposer le port de l'uniforme dans ses écoles maternelles et primaires à partir du 25 mars.

Les blouses des petits, les polos et les sweat-shirts des plus grands ont été fournis gratuitement aux parents, mais ont coûté 200 euros pour chaque enfant à la ville et à l'État, encaissés par l'entreprise qui a remporté l'appel d'offres.

Or, quand les parents sont venus retirer les tenues, certains ont noté que les étiquettes renvoyaient à une fabrication à bas coût au Pakistan ou au Bangladesh. Un conseiller municipal d'opposition a donc posé à juste raison cette question : « *Les uniformes de nos enfants sont-ils fabriqués par des enfants ?* » Censés cacher les différences sociales, les uniformes ne font que les souligner.

La crise ? Quelle crise ?

Des malfaiteurs ont été écroués et mis en examen pour avoir volé une montre à un touriste le jour de l'an sur les Champs-Élysées, à Paris. Mais pas n'importe quelle montre. Celle-là, un modèle unique serti de diamants, est évaluée à un million de dollars.

On connaissait les chaussures de luxe valant un smic à chaque pied. À présent, les bourgeois peuvent avoir 750 smic au poignet...

Éducation : bien des raisons de faire grève le 2 avril !

Le 2 avril, les syndicats SNES-FSU, SUD Education, FO et CGT Educ'action appellent à une nouvelle journée de grève. Ils demandent l'abandon des mesures du « choc des savoirs », annoncées dans un arrêté du 17 mars, en particulier les groupes de niveau en collège. Ils dénoncent aussi l'insuffisance des salaires et des moyens alloués à l'école.

Pour répondre à ce qu'il qualifiait en décembre de « vraie urgence nationale », Attal s'obstine à vouloir imposer des groupes de niveau, rebaptisés groupes « de besoins », qui n'instauraient rien moins qu'un tri social des élèves, tri que refusent à juste titre personnel et parents. Constituer des groupes réduits à une quinzaine de collégiens de 6^e et 5^e – dans une première étape – pourrait sembler une bonne chose, s'il ne s'agissait pas d'isoler pendant de

longues périodes des élèves en difficulté, et parallèlement d'entasser d'autres élèves de même niveau dans des classes surchargées. En effet, outre la stigmatisation que les premiers ne pourraient manquer de ressentir, les autres enfants n'auront pas droit à un encadrement renforcé, aucune embauche n'étant prévue.

Les journées de grève et les manifestations qui ont eu lieu précédemment dans l'éducation, en particulier la mobilisation qui dure

depuis le 26 février dans les établissements de Seine-Saint-Denis, montrent que les problèmes, auxquels le « choc des savoirs » ajoute une couche, sont multiples et facilement identifiables. Le manque de moyens, financiers d'abord, se traduit par un manque criant d'adultes, professeurs, assistants d'éducation, AESH – accompagnants d'élèves en situation de handicap – agents, infirmières et assistantes sociales. Et, comme des images

saisissantes l'ont montré en Seine-Saint-Denis et à Marseille, ce sont des locaux délabrés qui servent fréquemment de cadre à l'enseignement. Plafonds qui s'écroulent, fuites, fenêtres hors d'usage, chauffage insuffisant... Ces bâtiments dégradés se rencontrent, comme par hasard, dans les quartiers populaires et non dans établissements plus cossus des centres-villes.

Le gouvernement a beau prétendre que les milliards d'économie annoncés ne

toucheront pas à l'éducation, la ministre elle-même a beau arguer que les 700 millions d'annulation récente de crédits sont strictement pris sur « la réserve de précaution », il reste la suppression prévue pour la rentrée 2024 de plus de 1 100 postes d'assistants d'éducation, et les menaces pesant sur des milliers de postes en écoles primaires, en collèges et en lycées. C'est un vol manifeste auquel il est urgent de riposter.

Viviane Lafont



Maltraitance des personnes vulnérables : les paroles creuses du gouvernement

Lundi 25 mars, le lendemain de l'émission de Zone interdite de M6 sur les « Scandales et défaillances de l'État » concernant les personnes vulnérables, le gouvernement s'est empressé de déclarer qu'il mettait en œuvre un plan pour lutter contre la maltraitance des personnes âgées ou en situation de handicap.

Les premières mesures consisteraient à contrôler les 9 300 établissements du territoire et à vérifier les antécédents judiciaires du personnel affecté aux services à la personne. Mais la sous-ministre chargée des personnes âgées et handicapées, Fadilla Kattabi, n'en a pas dit plus. Combien d'inspecteurs seront nécessaires, comment seront-ils choisis, sur quelle durée cette enquête se poursuivra-t-elle et combien coûtera-t-elle ? C'est le flou absolu, et cela semble tout juste des paroles en l'air pour tenter de faire croire que le sort des personnes vulnérables est un souci pour le gouvernement.

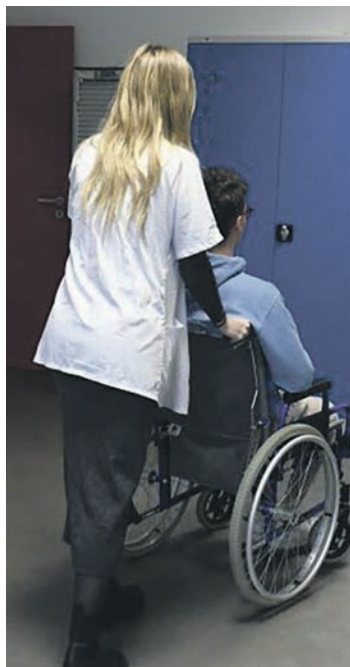
À supposer que ces contrôles puissent se faire, ils trouveront toujours des coupables parmi le

personnel. Paul Champvert, le président de l'association des directeurs au service des personnes âgées, a dénoncé précisément le fait de reporter toute la responsabilité de la maltraitance sur le personnel. « Contrôler toute une profession, a-t-il dit, cela veut dire que tous les imbéciles, les stupides se sont donné rendez-vous dans cette profession. Ce n'est pas sérieux. » Il dénonce la responsabilité de l'État dans cette situation sachant « qu'il n'y a plus d'argent dans 75 % des établissements ».

Financer les Ehpad ou les établissements spécialisés pour les handicapés n'est pas la priorité du gouvernement. Il n'envisage pas de prendre sur des postes budgétaires inutiles pour embaucher le personnel

nécessaire dans les établissements publics afin que les personnes vulnérables soient traitées humainement, en respectant non seulement leur dignité mais aussi leurs besoins élémentaires. Les paroles creuses et le boniment habituel ne coûtent rien.

Marianne Lamiral



Droits sociaux : en chute libre

La défenseure des droits, Claire Hédon, a publié le 26 mars un rapport d'activité annuel dont le constat est très clair : « L'année 2023 fut une année de particulière fragilisation (...) et de banalisation des atteintes aux droits. »

Cette institution alerte et émet des recommandations auprès des organismes publics et de l'État quand elle constate des dérives ou est sollicitée par des plaignants. En 2023 le nombre de réclamations a augmenté de 10 % par rapport à 2022.

Son rapport met en cause « plusieurs réformes législatives ou réglementaires qui ont restreint le bénéfice de certains droits, dans le domaine du logement, de l'accès aux prestations sociales ou encore de l'immigration ». Ainsi le texte pointe l'obligation d'effectuer quinze heures d'activité pour toucher le RSA, ce qui revient à priver de moyens d'existence des chômeurs qui ne sont plus en état de travailler. De même, le droit au logement n'est qu'un mot pour ceux qui se retrouvent expulsés sans aucune solution de rechange. Le rapport précise d'ailleurs que « si en 2021, selon l'Insee, dix millions de personnes en France vivaient sous le

seuil de pauvreté, la situation s'est aggravée sous le coup de l'inflation et de la crise du logement. »

Évidemment, la situation dans les territoires d'outre-mer est encore plus révélatrice de l'incurie et de la violence de l'État, qu'il s'agisse du manque d'eau potable, des difficultés d'accès aux soins et à l'éducation, de la répression à Mayotte lors de la destruction des bidonvilles.

Le rapport alerte aussi sur la discrimination dans les contrôles d'identité, sur des mesures de maintien de l'ordre lors des manifestations, sur l'impossibilité d'identifier les policiers ainsi que sur « la précarisation sans précédent du droit au séjour [pour les étrangers] et de l'accès à la nationalité. »

Un bon tableau du respect des « droits de l'homme » régulièrement invoqués dans les discours grandiloquents des hommes au pouvoir.

Sylvie Maréchal

CHRU de Tours : coup de chaud à Trousseau

Jeudi 21 mars, plusieurs dizaines de salariées se sont rassemblées devant l'accueil des Urgences de l'hôpital Trousseau de Tours, avec banderoles, chants, sifflets, cornes de brume.

Le motif de cet énième coup de colère a été cette fois le chantage de la direction à propos des congés d'été, dont les demandes sont déposées en ce moment. Faute de personnel suffisant, comme toujours, et notamment aussi faute de remplaçants d'été en nombre suffisant, les demandes de trois semaines

consécutives de congés d'été sont refusées. Ou alors, il faut accepter de travailler un, voire deux week-ends supplémentaires, sinon la direction n'accorde que deux semaines en été.

S'ajoutant aux problèmes de garde d'enfants, aux refus de la prise des repos sur les week-ends



durant toute l'année, à la dégradation constante des conditions de travail, ces pressions sur les vacances d'été ont fait déborder le vase. Comme le disait au micro une travailleuse : « On ne demande pas la lune, on veut juste les congés qui nous sont dus ! »

Vu le délabrement général du système hospitalier et le refus de tous les gouvernements successifs d'y remédier depuis des décennies, la moindre revendication se ramène à demander la lune ! Ils n'en ont pas fini avec la colère des hospitaliers.

Correspondant LO

Journaux officiels : les travailleurs du Livre manifestent

Vendredi 15 mars, dans la matinée, environ 350 personnes ont manifesté devant le siège des Journaux officiels à Paris 15^e, pour dénoncer le projet de remise en question du statut d'une partie du personnel.

Divers statuts se côtoient dans cette entreprise divisée en deux entités, la DILA (Direction de l'information légale et administrative) et la SACIJO (Société anonyme de composition et impression des journaux officiels). La DILA réunit des fonctionnaires, des contractuels et des travailleurs de droit privé, et la SACIJO, seulement des salariés de droit

privé. Ceux-ci bénéficient du statut des ouvriers du Livre de la presse parisienne, en vigueur depuis 1974. Mais voilà que, par simple email aux salariés, la direction de la DILA les a informés que ce statut de droit privé serait remplacé par un statut de droit public, nettement moins favorable.

Il s'agit tout simplement

d'une rupture de contrat de travail. Si cette décision était effective, les salariés concernés verraient remis en question leur convention collective, les rémunérations, temps de travail, congés payés, mutuelle, caisse de retraite, représentation syndicale...

Ceux de la DILA n'acceptent pas ce diktat, et ceux de la SACIJO comprennent qu'ils pourraient aussi être concernés. Ceux déjà sous statut public se sentent solidaires car, ce qu'on retire aux uns, ce n'est pas pour le donner aux autres.

La manifestation a donc été un succès, dans une ambiance combative, avec des ouvriers et cadres du Livre d'autres entreprises de presse de la région parisienne venus en soutien.

Les différents syndicats CGT du Livre appellent à empêcher ce coup, qui vient de la direction mais aussi du pouvoir, puisque les journaux officiels sont sous la responsabilité du secrétaire général du gouvernement et du Premier ministre.

Correspondant LO

Newrest-restauration ferroviaire : une journée de grève réussie

Mardi 19 mars, de nombreux bars-TGV étaient fermés, car les agents de la restauration ferroviaire étaient en grève à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT, CFDT et Sud Rail.

Cette grève, portant sur les salaires et les conditions de travail, a été très bien suivie, touchant près de

70% du personnel roulant. Il faut dire que les raisons ne manquent pas : le travail en lui-même est pénible,

debout toute la journée et soumis aux trépidations du train, avec des horaires en dents de scie et du matériel souvent défectueux. Sans les primes, les salaires n'atteignent même pas le smic pour un grand nombre d'agents. Sur certains sites, les choix de congés ne sont pas respectés. Malgré un plan seniors, les agents plus âgés n'obtiennent pas des plannings aménagés, il faut souvent en passer par des restrictions médicales. Enfin, Newrest, comme bien d'autres patrons, a un recours massif aux intérimaires. Ceux-ci attendent parfois plusieurs années avant d'avoir un CDI. La

goutte d'eau de trop a été la mise en place dans les TGV de bornes de commande, comme dans les fast-food, qui augmentent la charge de travail.

Des premières avancées ont été obtenues : choix d'activer ou non les bornes de commande, un week-end garanti par mois pour tous, un plan seniors avec des plannings allégés et un rattrapage des salaires par rapport au smic. Les grévistes sont fiers d'avoir exprimé collectivement leur colère, face à des patrons qui ont été surpris par l'ampleur du mouvement.

Correspondant LO



Dans les bulletins Lutte ouvrière

PAROLES, PAROLES, PAROLES...

Dans les services de Réa, le passage en 12 heures s'était accompagné d'un engagement de la direction pour des cycles réguliers. Quelques mois à peine auront suffi à faire voler en éclats les roulements promis. Comme quoi il ne faut jamais croire les promesses de la direction...

CHU Charles Nicolle - Rouen

ANNIVERSAIRE SANS CADEAU

L'aéroport de Roissy a fêté ses cinquante ans il y a quinze jours. Et à voir les derniers bénéficiaires d'Air France, cela lui rapporte. Mais pour nous avec les salaires à la traîne de l'inflation et le manque d'effectifs il n'y a rien à fêter.

Air France - Orly

PERSONNE N'EST EN TROP

Une fois n'est pas coutume, la ligne 9 n'est pas en sous-effectif. Il y a même suffisamment de réserve pour la relève.

Mais le directeur a déjà prévenu qu'après les JO, ce sera le retour à « l'anormal ». À moins qu'on le fasse changer d'avis d'ici là.

RATP Réseau ferré

TOUS INDISPENSABLES

Dans les services, que nous soyons en CDI, CDD, intérim, alternance, nous faisons tous le même travail.

Mais pour ceux d'entre nous en situation précaire, à la fin du contrat, la direction, sauf exception, n'embauche pas en CDI, prenant prétexte même du niveau de diplôme insuffisant d'après elle.

Et dans le même temps, il manque toujours du monde dans les services. Cherchez l'erreur

AXA - Val de Fontenay

Auchan : débrayages et manifestations

Vendredi 22 mars, les travailleurs d'Auchan ont été nombreux à répondre à l'appel de l'intersyndicale, en débrayant de une à deux heures à l'échelle de l'ensemble des magasins du groupe. De mémoire de salariés, il y avait longtemps qu'on n'avait vu un tel mouvement.

Les débrayages ont touché, et c'est une première, les magasins de toute taille, les travailleurs se regroupant souvent pour manifester dans le plus gros hypermarché du secteur. Ainsi les salariés de Coignères, Trappes et du Perray, dans les Yvelines, se sont regroupés avec ceux de Maurepas. À Buchelay, près de Mantes-la-Jolie, ils étaient 120 à défilé de 11 à 12 heures dans la galerie commerciale, avec les encouragements de clients, certains reprenant même avec eux leur slogan : « On a le blues, on veut du flouze. »

Car c'est bien la question

des salaires, en plus de la dégradation des conditions de travail et de la baisse continue des effectifs, qui fait monter la colère des salariés et qui mobilise dans tout le pays en même temps. Ils étaient 90 sur 185 à la plate-forme logistique de Nîmes, plus de 250 manifestants à l'hypermarché de Chambray-lès-Tours. À Bagnolet, en Seine-Saint-Denis, à une centaine, les salariés de l'hypermarché ont manifesté devant l'entrée du magasin de 10 à 12 heures. Et la même mobilisation s'est reproduite dans les 119 hypermarchés



Débrayage à l'hypermarché Auchan de Mériadeck.

et 260 supermarchés du groupe.

« Les résultats d'Auchan France en 2023 sont décevants », avait déclaré le directeur financier d'Auchan Retail lors d'une conférence de presse en février. Dans la foulée, Auchan avait annoncé une ridicule augmentation de 1,5%, si les syndicats signaient l'accord, et de 1,3% en cas de refus. Laisser ainsi

les salaires coller au plancher est une provocation, alors que les prix ne cessent d'augmenter. C'est même une double provocation, car la riche famille Mulliez, propriétaire d'Auchan et de dizaines d'autres enseignes, est à la tête d'une des plus grosses fortunes du pays, 20 milliards d'euros, accumulés grâce au travail de l'ensemble des salariés

du groupe.

Comme peuvent le constater une fois de plus les travailleurs d'Auchan : « Il y a de l'argent dans les caisses du patronat. » C'est même leur argent. Et cela devrait se voir sur leurs salaires où chaque mois, ce sont plusieurs centaines d'euros qui manquent pour pouvoir vivre décemment.

Correspondant LO

À Saint-Priest, pour les salaires

Vendredi 22 mars, les employés de l'hypermarché Auchan de Saint-Priest, en banlieue lyonnaise, ont débrayé deux heures le matin et l'après-midi dans le cadre des négociations annuelles pour les salaires.

La direction ne propose que 1,3% d'augmentation, bien loin de l'inflation et des besoins, alors que la famille Mulliez propriétaire

du groupe est milliardaire.

La prime « de progrès et de performance » de 18 euros est accueillie comme du mépris : « On ne fait pas la manche ! » La direction voudrait obliger à travailler une dizaine de dimanches dans l'année, en supprimant la majoration actuelle.

Sur la journée, 200 travailleurs ont participé aux

débrayages et ont défilé dans la galerie marchande et les allées du magasin en réclamant « Du salaire ! du pouvoir d'achat ! » Les clients et leurs collègues les applaudissaient en soutien.

Les travailleurs du magasin en connaissent un rayon en débrayages et étaient motivés pour recommencer la semaine suivante.

Correspondant LO



Renault : le patron fait sa liste au père Noël

Le 19 mars, le PDG du groupe Renault, Luca de Meo, publiait une *Lettre à l'Europe*, destinée aux dirigeants actuels et futurs de l'Union européenne, à l'approche des élections de juin prochain.

Car les patrons, s'ils interdisent aux travailleurs de faire de la politique dans l'entreprise, ne s'en privent pas eux-mêmes. De Meo ne parle pas qu'en son nom, puisqu'il préside l'association des grands patrons de l'automobile européens (ACEA). Sa lettre indique aux candidats quelle serait la « bonne politique » face aux « défis » du passage à l'électrique. En effet, il est bien placé pour savoir que les capitalistes n'ont rien su préparer : ressources, énergies, recherche technologique, marchés, peu

de choses ont été anticipées. Et c'est profondément lié à leur parasitisme. De Meo reconnaît que les capitalistes chinois ont une bonne longueur d'avance dans le domaine de la voiture électrique, en termes d'avancées technologiques et de volumes de ventes. Il en appelle alors à l'Union européenne pour défendre les intérêts des groupes européens comme Stellantis, Volkswagen, etc., en commençant évidemment par Renault.

Les gouvernements n'ont pas attendu pour arroser

ces groupes, mais de Meo en veut plus. Il prend en exemple la centaine de milliards de dollars du gouvernement chinois, et les près de quatre cents milliards de l'Inflation Reduction Act (IRA) du gouvernement américain. Le patron de Renault retient aussi l'idée des zones spéciales chinoises, renommées par lui « zones économiques vertes », des zones où tout ce qui peut être détaxé, défiscalisé, exonéré de charges, le serait, dividendes inclus.

Le constat est aussi fait que seul l'État chinois a réellement mis en œuvre un plan pour développer son secteur électrique, et l'auteur aimerait un plan, une coordination, des

standards communs. Mais comme tout capitaliste, il proteste contre l'« empilement des normes » et les « coûts salariaux, 40% plus élevés en Europe qu'en Chine ».

Non content de demander de l'argent, un plan et des lois adaptées, de Meo voudrait aussi un « marché plus grand » pour vendre ses voitures électriques, et suggère de « n'autoriser que les petites voitures et les petits vans électriques ou roulant à l'hydrogène, ainsi que les voitures bénéficiant des homologations les plus récentes, à entrer sans payer dans les villes ». Ces voitures seraient produites par... Renault.

Stellantis a trouvé une

autre voie pour défendre ses profits. Tout en menaçant les travailleurs du groupe de la concurrence des ouvriers chinois, son PDG, Tavarès, a investi 1,6 milliard de dollars pour acquérir 21% d'une entreprise chinoise de voitures électriques, Leapmotor. Grâce à cela, Stellantis obtient les droits exclusifs pour fabriquer, exporter et vendre ces voitures chinoises hors de Chine.

Pour les patrons de l'automobile, écologie, économie « verte », Europe, patriotisme ne sont que des grands mots mis en avant pour accroître leurs parts de marché et défendre le taux de profit.

Charles Legoda

Teleperformance : la lutte doit être internationale

Teleperformance est une multinationale dont les effectifs se monteraient aujourd'hui à 420 000 salariés répartis sur toute la planète, et qui est classée la première entreprise mondiale des centres d'appels.

Si elle est cotée aujourd'hui à Paris dans le CAC 40, et si son PDG est français, avec seulement 2% des actions, les actionnaires qui contrôlent véritablement la société sont un conglomérat de groupes financiers internationaux dont le plus

célèbre est Black Rock, qui contrôle véritablement la société.

En Grèce, des travailleurs des centres Teleperformance ont fait grève contre les bas salaires et les conditions de travail qu'on leur impose, en cherchant



En février, en Grèce: « Droits égaux pour tous les employés - Travailleurs grecs et étrangers unis ».

à se coordonner avec ceux d'autres pays en Europe, et aussi, par exemple, en Tunisie. Au total, en février et mars, plusieurs milliers de travailleurs des centres d'appels ont participé à des grèves en Hongrie, au

Portugal et en France, qui ont touché Teleperformance ainsi que d'autres entreprises du secteur, comme Webhelp, TTEC et Founder., En Inde, au Cameroun et au Maroc des grèves ont également eu lieu.

Le journal hongrois en ligne *Merce*, qui s'est fait l'écho du mouvement, rapporte ce témoignage d'un travailleur sur ses conditions d'emploi en Grèce: « Si vous êtes licencié de Teleperformance, vous devez automatiquement retourner, par exemple, en Tunisie, le pays d'où vous venez, parce que vous n'êtes pas un citoyen de l'UE. Si quelque chose ne lui plaît pas, elle expulse ce travailleur hors de l'UE en mettant fin à son contrat de travail. Il s'agit d'une vulnérabilité terrible.

Les employés sont généralement engagés pour trois mois au départ, puis pour six mois ou un an, tandis qu'un contrat à durée indéterminée

exige plusieurs années d'ancienneté. Une collègue qui travaille ici depuis dix ans et pour le même salaire, a toujours un contrat temporaire.

Lorsqu'un nouvel iPhone sort, par exemple, Apple a une courte période de plus grande demande, alors elle dit à Teleperformance qu'elle peut embaucher 200 à 300 personnes de plus. Elles sont embauchées pour ce pic d'appels, puis elles sont licenciées... »

Teleperformance est à l'image du capitalisme financier d'aujourd'hui, qui organise son activité et exploite des travailleurs à l'échelle du monde. Face à celui-ci, tous les discours nationalistes visant au repli à l'intérieur des frontières sont dérisoires et réactionnaires. C'est au contraire l'unité internationale de la classe ouvrière, de ses revendications et de ses luttes, qu'il faut affirmer.

Paul Sorel

Roissy : débrayages dans la restauration

Le 26 mars, les travailleurs de plusieurs entreprises de la restauration ont débrayé à Roissy.

Le mouvement concerne notamment PAC CDG, qui prépare et charge les plateaux-repas pour les avions. Cet établissement faisait partie de SERVAIR mais les actionnaires l'ont transformé en sous-traitant pour économiser sur tout.

Mardi 26 mars, les syndicats appelaient un seul service, celui des chauffeurs, à débrayer trois heures. La quasi-totalité

du service, chefs compris et quelques salariés d'autres services, ont répondu, soit 80 personnes. Les chauffeurs et les syndicats de PAC CDG ont décidé de remettre cela le mardi suivant en appelant tous les services. Beaucoup de salariés comptaient répondre présent.

À ACNA, l'établissement d'à côté qui compte environ 1000 salariés, également filiale de Servair, des débrayages journaliers ont lieu depuis plusieurs jours. À PAC EST, autre sous-traitant de

Servair, situé aussi juste à côté, ce sont les mêmes problèmes. Dans tous les secteurs, la nécessité d'augmenter les salaires alimente les discussions. L'inflation rend la vie difficile, les contrats avec les grandes compagnies aériennes, rapportent gros aux actionnaires. Les conditions de travail s'aggravent du fait du manque de personnel et d'un matériel en mauvais état: autant de raisons de continuer le mouvement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Sénégal : un nouveau président, et après ?

Bassirou Diomaye Faye, qui représentait Ousmane Sonko déclaré inéligible, a remporté les élections présidentielles sénégalaises dès le premier tour. La large victoire de ces deux hommes à peine sortis de prison est apparue comme un camouflet pour l'actuel président Macky Sall, mais aussi pour l'impérialisme français.

La population a fêté le résultat en descendant crier sa joie dans les rues des grandes villes sénégalaises. Ousmane Sonko apparaît depuis des années comme l'opposant le plus résolu au régime de Macky Sall et à la tutelle qu'exerce encore l'impérialisme français sur son ancienne colonie. Radié en 2016 de son poste de directeur des impôts pour «manquement à l'obligation de réserve» après avoir dénoncé les affaires louches du président, il a alors fondé son parti, le Pastef, (Patriotisme, travail, éthique et fraternité) et est arrivé troisième aux élections présidentielles de 2019 avant de devenir maire de Ziguinchor, la grande ville de Casamance. La répression dont il a été victime n'a fait qu'accroître sa popularité.

Les opposants, cibles de la répression

En 2021 Ousmane Sonko a été condamné à deux ans de prison ferme pour corruption de la jeunesse, ce qui devait l'empêcher de se présenter aux élections de 2024. Puis, en juin 2023, une nouvelle condamnation, cette fois pour appel à l'insurrection et diffamation envers un ministre, l'a fait radier des listes électorales. L'annonce de ces verdicts a fait descendre toute une partie de la jeunesse dans la rue, avec en réponse une

répression à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre de ce régime que Macron présente comme la vitrine de la démocratie en Afrique de l'Ouest. La police a fait ainsi 14 morts en mars 2021 et 24 en juin 2023. Les trusts français comme Auchan, Total, Eiffage, étaient alors visés au même titre que les bâtiments officiels.

À l'approche des élections présidentielles initialement prévues le 25 février, Macky Sall a tenté une ultime manœuvre en prétendant les reporter au 15 décembre, une date tardive qui a déclenché à nouveau la colère de la population. Trois personnes ont été tuées par les forces de répression dans les manifestations qui ont suivi. Devant le risque d'une explosion sociale, tout ce que le Sénégal compte de partis politiques, d'anciens chefs d'État ou de dignitaires religieux se sont précipités auprès de Macky Sall pour lui dire de ne pas s'obstiner, bientôt rejoints par les représentants d'autres pays africains et des grandes puissances. C'est devant ces pressions que Macky Sall a plié rapidement et autorisé à nouveau les manifestations, fixant les élections au 24 mars et libérant les opposants parmi lesquels Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye.



LUC GNAGO REUTERS

Qu'attendre du nouveau pouvoir ?

Les dirigeants du Pastef, hier emprisonnés, vont donc se retrouver à la tête du pays. Bien des travailleurs et des jeunes voient dans ce changement un moyen de mettre fin à la pauvreté, à la misère endémique qui pousse beaucoup d'entre eux à s'aventurer sur des bateaux surchargés, au risque de leur vie, pour tenter de rejoindre l'Europe.

Les déclarations du nouveau président pourraient cependant doucher cet enthousiasme. Ses premières paroles n'ont pas été pour les travailleurs, pour la majorité pauvre de la population, mais pour rassurer les dirigeants des grandes puissances : « Je voudrais dire à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux que le Sénégal restera le pays ami et l'allié sûr et fiable de tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse », a-t-il déclaré. Autant dire que l'objectif n'est pas de chercher à s'affranchir de la domination

impérialiste qui étrangle le Sénégal comme tous les pays pauvres, mais tout au plus de diversifier un peu les partenaires ou de sortir du franc CFA, ce qui ne garantit pas une amélioration du sort de la population. C'est ce que montre l'exemple de pays ayant leur propre monnaie, le Nigeria ou le Ghana. Et quand on voit Bassirou Diomaye Faye accepter sans sourciller le ralliement d'Abdoulaye Wade, président de 2000 à 2012, connu pour sa corruption, et de son fils Karim, il y a lieu de douter qu'il fasse vraiment changer les choses.

Le programme électoral du nouvel élu comporte un catalogue de promesses parlant d'un « État interventionniste », agissant pour « l'accès aux marchés publics des entreprises à capitaux nationaux » ou « l'appui aux champions nationaux ». Il semble donc surtout destiné à répondre aux intérêts des couches aisées de la population et des possédants. Il ne contient rien qui soit de nature à résoudre les problèmes de la population

pauvre dans un pays où les prix des aliments ne cessent d'augmenter, où la hausse des loyers oblige les travailleurs à se loger de plus en plus loin alors que les transports sont défectueux, et où le chômage est tel que la plus grande partie de la population ne survit que grâce à des petits boulots aléatoires, vendeuses de rue ou taxis à la sauvette.

Au Sénégal comme dans toute une partie de l'Afrique, le rejet ô combien justifié de l'impérialisme français, du pillage auquel il se livre et de l'arrogance de ses représentants a porté de nouveaux dirigeants au pouvoir. Mais cela ne doit pas créer des illusions parmi les travailleurs ni à s'en remettre à ces dirigeants.

Le sort des travailleurs du Sénégal repose entre leurs propres mains. Il dépend de leur capacité à engager la lutte sur un programme de lutte regroupant derrière eux toute la population pauvre, en lien avec les travailleurs des autres pays d'Afrique et au-delà.

Daniel Mescla

18, 19 et 20 mai : la Fête de Lutte ouvrière à Presles



Dans sept semaines, les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai, durant le week-end de la Pentecôte, la fête de Lutte ouvrière se déroulera à Presles, dans le Val-d'Oise, près de L'Isle-Adam et de Beaumont, dans un grand parc boisé de douze hectares.

Elle permettra de se retrouver dans ce cadre festif pour participer aux

multiples débats, forums et discussions nécessaires entre tous ceux qui veulent changer le monde.

Sur le grand podium, nos camarades Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier tiendront deux meetings, le dimanche et le lundi à 15 heures, en soutien à la liste de Lutte ouvrière aux élections européennes.

Programme, renseignements et billetterie :

<https://fete.lutte-ouvriere.org/>

Cartes et bons

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 21 avril, puis à 20 euros jusqu'au mercredi 15 mai. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête, elle coûtera 25 euros.

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass Culture. L'entrée est gratuite pour

les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.